

OTTAWA – Le ministre des Affaires intergouvernementales du Québec a fait ce que peu de politiciens à Ottawa oseraient faire: il a parlé de la possibilité de rouvrir la Constitution.

Jean-Marc Fournier, qui a présenté une allocution jeudi lors de la première journée de la conférence politique 2020, a donné des exemples illustrant comment le paysage s'est modifié positivement sur ce sujet au cours des dernières années.

L'un de ces changements, a-t-il dit, a été la motion de 2006 aux Communes sur la reconnaissance du Québec en tant que nation. Un autre a été l'accord spécial conclu avec le Québec cette année sur le financement fédéral pour la formation de la main d'oeuvre.

«Ce que je vois, il y a un mouvement qui est très réel qui cherche à reconnaître le Québec, et donc lorsque quelqu'un ouvrira cette table constitutionnelle, cette question-là sera sur la table», a dit M. Fournier

Il a aussi mis l'accent sur le fait que Québec n'a pas signé la Constitution: selon lui, les Québécois ont des opinions très tranchées à ce sujet et il faut en tenir compte.

Mais il parlait de la réouverture comme d'une certitude éventuelle, sans toutefois offrir de suggestion sur qui devrait s'en charger, ni quand.

«La Constitution, ce n'est pas non plus un mot un tabou», a-t-il déclaré. «C'est le contrat fondamental du pays», a-t-il ajouté.

«On ne peut pas s'occuper de la Constitution en se fermant les yeux. C'est un contrat fondamental, cela devrait être la base de nos relations. Cela ne devrait pas être quelque chose qui nous fait peur».

Le premier ministre du Québec, Philippe Couillard, avait brièvement évoqué l'idée d'un Québec qui se joindrait éventuellement à la Constitution lors de la visite du premier ministre Stephen Harper à Québec le mois dernier.

Mais un jour plus tard, M. Couillard a déclaré que cette question n'était pas une priorité. Le bureau de Stephen Harper a déclaré — à nouveau — que le premier ministre n'avait aucunement l'intention de rouvrir la Constitution.

La Constitution a été rapatriée du Royaume-Uni au Canada en 1982, mais le Québec ne l'a pas signée. Des tentatives subséquentes pour rectifier la situation, incluant l'accord du Lac Meech et celui de Charlottetown, n'ont pas été couronnées de succès. La défaite du Parti québécois aux dernières élections provinciales alors qu'il a présenté une plateforme souverainiste, avait suscité un certain espoir que le sujet soit revisité.

Le ministre Fournier a utilisé le mot «collaboration» à répétition dans son allocution jeudi et a dit que le succès de la filière constitutionnelle viendrait si toutes les parties prennent le temps de s'écouter l'une et l'autre.

«Tous les contrats fondamentaux, tous les contrats sociaux entre des communautés différentes doivent partir de cette réciprocité de respect».

Cet article [Jean-Marc Fournier parle franchement de rouvrir la Constitution à Ottawa](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#).

Consultez la source sur Lactualite.com: [Jean-Marc Fournier parle franchement de rouvrir la Constitution à Ottawa](#)